

## Prise de parole du 15 mars 2 018.

Après nos actions de 2 017, force est de constater que nos justes revendications n'ont pas été prises en compte par le gouvernement Macron-Philippe, et que la hausse inique de la CSG n'a finalement pas été le seul élément de notre perte de pouvoir d'achat de ce début d'année. En effet, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, il nous faut supporter également la hausse des carburants, de l'énergie (électricité +12%, gaz +7%), du forfait hospitalier, des assurances, des complémentaires santé, de la nourriture, etc... Sans parler du quasi gel de nos pensions depuis 5 ans. C'est ainsi qu'en 12 ans, nous avons perdu + de 20% de notre pouvoir d'achat.

Tout cela pour donner toujours plus aux plus riches : suppression de l'ISF, devenue IFI et qui constitue un cadeau de 4,5 milliards d'€ annuels aux plus fortunés, le CICE qui distribue les milliards d'€ aux entreprises et qui ne font qu'augmenter les dividendes des actionnaires au lieu de créer de l'emploi. Sans compter la nouvelle loi « travail », passée en force et qui précarise toujours plus les emplois salariés; la casse déjà bien commencée du service public, à travers le démantèlement du statut de la Fonction Publique : les fonctionnaires seraient remplacés par des salariés contractuels, voire des intérimaires, ces travailleurs « jetables », et les missions « rentables » confiées aux entreprises privées (entreprises qui comptent bien faire de juteux bénéfices sur le dos des usagers), etc... En bref, c'est la disparition dramatique de toute notre société sociale et solidaire, la confirmation du règne de l'argent à tout prix au détriment de l'humain, et sans aucune vision à moyen ou long terme des conséquences d'une telle ingérence.

Ne nous méprenons pas non plus sur la soi-disant exonération de la taxe d'habitation, qui va précipiter les communes et les communautés de communes dans les affres du financement de leurs "charges" (écoles, voirie, bâtiments, salaires des employés, etc...). Il faudra bien trouver ce financement quelque part, et il y a fort à parier que ça retombe encore et toujours sur le citoyen ordinaire, c'est-à-dire nous...

Pour couronner le tout, et ne pas avoir trop d'opposition, les gouvernements successifs montent les différentes catégories sociales les unes contre les autres : salariés du privé contre ceux du public, jeunes contre moins jeunes, actifs contre retraités, ouvriers contre agriculteurs, ... Ne tombons pas dans ce piège, restons tous solidaires les uns des autres et faisons avancer tous ensemble nos revendications légitimes.

Les personnels des EHPAD sont dans la rue avec nous aujourd'hui, afin de dénoncer les sous-effectifs chroniques dans leurs rangs, rendant leur tâche impossible à accomplir, et entraînant de la souffrance pour eux, mais aussi pour les résidents de ces établissements. Nous nous trouvons là devant une contradiction flagrante : l'espérance de vie a bien augmentée (+ de 80 ans) ces dernières décennies, mais il est de + en + difficile de se soigner (coût de soins non remboursés, augmentation des complémentaires santé, déserts médicaux, manque de structures d'accueil, tarifs exorbitants des maisons de retraite, etc). Or, l'espérance de vie en bonne santé (c'est-à-dire sans dépendance) n'est que de 65 ans... Ce qui laisse supposer que notre société n'est absolument pas prête à cet enjeu majeur pour nous !

Luttons donc pour un service public de qualité que ce soit pour les transports, la santé, la culture, le bien-être dans notre vie quotidienne, et soyons de + en + nombreux à exiger la qualité de vie due à l'être humain dans toute sa diversité !

Et n'oublions pas non plus que notre avenir passe aussi par un service public de qualité, et pour cela, allons soutenir les agents de la fonction publique qui seront dans la rue le 22 mars. Soyons tous présents à 10h place de Verdun pour faire cesser ce massacre social !